



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-politique-et-la-com>

Tribune des lecteurs

La politique et la "com"

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1153 - mai 2014 -

Date de mise en ligne : dimanche 12 octobre 2014

Date de parution : mai 2014

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Pourquoi s'étonner qu'un président de la République ordonne une politique à l'opposé de celle qu'il promettait dans sa campagne ? À notre époque, il n'y a plus rien de surprenant à ce qu'un élu sous une étiquette socialiste accepte de réduire les dépenses sociales. Ni qu'un libéral décide d'aider les entreprises. Ni que ceux que le peuple a élus pour défendre en priorité les intérêts des plus déshérités décident d'opérer une ponction de plusieurs dizaines de milliards d'euros sur le budget de l'État pour les offrir aux entreprises afin qu'elles puissent être plus "compétitives". Sans en exiger le moindre engagement sous prétexte qu'elles ont le sens des responsabilités !...

Il est temps de comprendre que ces contradictions, pour ne pas dire ces tromperies, sont inhérentes à ce qu'est devenue la "fonction représentative". Parier sur la bonne foi d'un responsable politique, c'est croire qu'il n'est animé que par le souci des autres. C'est oublier qu'hélas, nous ne sommes plus à l'époque où faire de la politique relevait d'une véritable vocation, de la volonté sincère de défendre la cause des plus déshérités. Pire, une telle conviction est même tournée en ridicule si celui ou celle qui l'exprime ne maîtrise pas l'art de parler en public (je pense aux porte-parole de Lutte Ouvrière, par exemple).

Cette année du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès va être l'occasion d'évoquer la vie de ce "tribun". Et, effectivement, c'est cette évocation, remarquablement bien faite, dans un numéro hors série de L'Humanité, qui m'a donné une mesure de cette véritable révolution de la vie politique, en tout cas en France.

À l'origine de notre démocratie, un élu était un citoyen que ses semblables désignaient parce qu'ils le connaissaient bien, parce qu'étant un des leurs, ils savaient qu'il partageait leurs sentiments sur la difficulté de leur vie et leurs propres aspirations à un monde moins dur. Ils lui faisaient confiance en le mandatant parce qu'ils voyaient bien qu'il savait, naturellement, exprimer leur propre façon de voir.

C'est cet élu que fut Jaurès. Né à la campagne, il devait, étant enfant, faire chaque jour 4 km, évidemment à pied, pour aller au collège à Castres. Cela ne l'a pas empêché d'être si bon élève qu'il décrocha, sur concours, une bourse pour poursuivre ses études. Un inspecteur de l'école de la République ayant remarqué ses capacités intellectuelles réussit à convaincre ses parents de l'envoyer au lycée Louis-le-Grand à Paris. Il y travailla si bien qu'il fut reçu premier à Normale sup'. Et d'être, à 25 ans, Professeur de philosophie à l'université de Toulouse et l'année suivante, élu député. Il a alors tout pour faire une aussi brillante carrière que celle d'un Pompidou...

Mais très vite, il dit des autres députés « nous siégeons côte à côte et déjà un abîme nous sépare », et l'un d'eux s'inquiète : « je vois avec peine M. Jaurès prendre une couleur bien vive ». Pourquoi cette divergence ? à€” Parce

que lui, il n'oublie pas, il n'a jamais oublié qu'il est né dans une famille de paysans pauvres. Parce qu'il reste proche des paysans qui l'ont élu, il connaît leurs difficultés et les fait connaître, il n'hésite pas à les défendre en publiant des articles dans La Dépêche : il intitule en effet, l'un des premiers, Les paysans.

Mais il se sent aussi l'élu de tous les travailleurs à la peine, qui vivent misérablement, et de toutes les victimes de l'injustice : quand, un peu plus tard, il apprend que des coups de grisou font des ravages dans les mines, il réclame, en tant que journaliste se sentant le "délégué des mineurs", que la sécurité des mines soit placée sous le contrôle des ouvriers eux-mêmes. Il ne craint pas de provoquer la stupéfaction de ses collègues députés en déclarant à la tribune : « Nous devons réaliser par la République l'abolition du salariat, l'affranchissement des coeurs et des bras » et d'ajouter « Si vous n'avez pas un but élevé, si vous ne poursuivez pas une haute pensée de justice sociale, vos petites réformes iront grossir le poids de vos lois stériles ». Puis il soutient les mineurs de Carmaux. Il fait même face à la troupe en se joignant aux verriers grévistes. Parce qu'il est motivé par une conviction sincère, parce qu'il a le souci de la justice profondément chevillé au corps, il estime que sa mission est de défendre les plus mal lotis.

Alors qu'aujourd'hui, la motivation d'un élu c'est, le plus souvent, le souci de faire carrière.

Si les représentants du peuple... ne le représentent plus, c'est qu'il ne s'agit plus d'un dévouement de leur part, mais du choix d'un métier qui apporte prestige, pouvoir, et souvent plus encore. D'un métier qui s'apprend, par exemple à l'École Nationale d'Administration (l'ENA), créée spécialement pour ça, en 1945. Pour son créateur, Michel Debré, il s'agissait de « démocratiser l'accès à la haute fonction publique de l'État ». Mais si on manifeste beaucoup de déférence envers la science de ses professeurs et de ses anciens élèves, on mesure rarement en quoi son invention a été révolutionnaire, et pas au bénéfice de la démocratie. Et comme le concours d'entrée est difficile (au concours externe, il y a moins de 10% de reçus, mais les élèves y sont rémunérés [1]), ceux qui en sortent entendent bien être payés de leurs efforts par une carrière prestigieuse. Je suis certain, bien que je n'y sois pas allé voir et que personne dans mon entourage puisse me renseigner objectivement, que leur formation en économie orthodoxe et en droit y est très classique, sérieuse et complète. Mais à les regarder et à les écouter, on voit très vite qu'ils sortent d'un même moule : qu'ils ont été formatés, et très bien entraînés... à quoi ? D'abord à être sûrs d'eux et de leur savoir. Puis à convaincre qu'il faut leur faire confiance parce que, eux, ils savent ! Ils savent bien mieux que vous ce dont vous avez besoin !! Pour eux, la politique est un combat, et pour "l'emporter", il faut, coûte que coûte, tenir le bon discours, celui qui va séduire l'électorat. Ils maîtrisent l'art de la "com", et pas question d'exprimer la moindre opinion personnelle !

S'il s'agit bien d'une révolution, c'est parce que les rôles ont été inversés. Dans une vraie démocratie représentative, par définition [2], c'est le peuple qui dit ses souhaits, c'est donc l'électorat qui définit le message politique qu'il entend confier à celui qu'il choisit pour parler et décider en son nom. Or c'est devenu le contraire, les rôles sont inversés : ce sont les candidats qui disent aux électeurs, à l'aide de puissants moyens médiatiques, quelle est la politique qu'ils doivent souhaiter, tout en leur promettant que c'est celle qu'ils défendront.

Je me rappelle une conversation, un soir, chez des amis, dont l'un nous a expliqué qu'il était engagé dans je ne sais plus quelle campagne électorale. J'en ai profité pour lui demander comment ça se passait, comment il répondait aux questions que le public lui posait. Il m'a répondu très clairement : « je n'ai rien à improviser, j'ai reçu du parti (c'était le PS, c'est évidemment pareil pour les autres) une longue liste de réponses que je dois faire aux questions qui me sont posées ». Je lui ai dit « mais cela ne te gêne pas qu'on te dicte ce que tu dois dire ? ». Non, il trouvait ça tout à fait normal, puisque c'est envers le parti qu'il s'est engagé, pas envers les électeurs, à qui il ne devait donc rien.

Ça m'a ouvert les yeux. Comme, au-delà d'un certain niveau, il n'est pas possible, faute de moyens, de se présenter sans le soutien d'un parti, tout candidat élu sait que c'est à son parti qu'il doit sa situation. Et que s'il veut faire carrière, il doit d'abord continuer à lui obéir, jusqu'à atteindre, si possible, le rang de l'élite du parti. C'est cette direction du parti, qui décide, plus ou moins démocratiquement, du fond du discours politique à tenir. Mais le rôle d'un candidat à une élection est uniquement de faire gagner son parti. L'essentiel, pour lui, n'est strictement qu'une affaire de présentation. À lui de trouver la meilleure forme, les mots qui plaisent, les formules qui frappent pour faire passer ce qu'on lui a dit de dire, sachant que pour être le plus convaincant possible, il importe d'avoir l'air convaincu. Cela n'a rien à voir avec ses intimes convictions. Tel un acteur de théâtre, il a un rôle à jouer. Et il le joue le mieux possible tout simplement parce que sa situation personnelle en dépend.

Quant au parti, il lui faut d'abord gagner l'élection, après quoi, il fera ce qu'il voudra, selon les circonstances, quitte à changer de discours... car les électeurs sont réputés avoir la mémoire courte. L'essentiel est donc, avant tout, une affaire de communication. Les promesses que contient le discours d'un politicien sont savamment préparées par des spécialistes qui ne les formulent que pour séduire l'électorat. Et voilà pourquoi, comme l'a dit si cyniquement Charles Pasqua : « les promesses n'engagent que ceux qui y croient » !

Et la meilleure preuve que c'est la "com" qui est devenue essentielle pour faire passer une décision politique, c'est que nos dirigeants, même aux plus hauts niveaux de l'État, ont tout naturellement pris l'habitude d'avoir "une plume" à leur service, quelqu'un dont c'est le rôle d'écrire leurs discours. Ils n'ont plus qu'à le lire... On a dit que Mitterrand avait tendance à les modifier et improviser... car il avait, bien plus que ses successeurs, une formation littéraire.

Et c'est à cette différence avec l'éloquence d'un Jaurès, faite d'improvisation, sortie de ses tripes par conviction, qu'on comprend que les peuples ne sont plus représentés par leurs élus dans ce que, par habitude, on appelle encore "démocraties".

[1] En 2006, le coût de la scolarité à l'ENA était de 25.000 euros par an, pris en charge par l'École, donc par l'État. À titre de comparaison, le coût moyen annuel d'un étudiant était à la même époque, de 7.210 euros dans l'université française, et de 13.560 euros en classe préparatoire.

[2] Le mot vient du grec demos, le peuple, et de kratos, le pouvoir.